

<https://snes-aude.fr/spip.php?article42>



Contre la logique comptable et le mépris de l'administration !

- Actualité - Mobilisations -



Date de mise en ligne : samedi 3 avril 2010

Copyright © SNES-FSU 11 - Tous droits réservés

CDEN : 10 heures entre cynisme et forte tension

Le CDEN a démarré à 14 h 30 pour se terminer à 00 h 30 ! Les représentants de la FSU sont restés jusqu'au bout pour dénoncer une fois de plus la politique destructrice du gouvernement. 10 heures durant lesquelles l'ensemble des représentants des personnels, des élus et des parents d'élèves se sont confrontés au cynisme et à la froideur de l'administration, inapte à entrevoir quoi que ce soit d'autre qu'une logique purement comptable.

Pendant près de 10 heures, représentants du personnel, élus et parents d'élèves, ont subi l'attitude méprisante du secrétaire général de la préfecture dont le comportement scandaleux a suscité un profond émoi chez l'ensemble des protagonistes. Laconique suite aux diverses déclarations préalables : « je ne répondrai pas aux déclarations préalables, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, poursuivez... ». Lorsqu'un représentant du personnel a fait part de ses regrets de ne pas voir Mme le Préfet présente autour d'un sujet si majeur pour le département, le Secrétaire Général objecte contre des propos qu'il juge « désobligeants ».

Lorsque sur le point 1 de l'ordre du jour (la carte scolaire du premier degré) qui allait durer jusqu'à 22h00, les représentants de la FSU demandent la parole pour lire une déclaration spécifique sur ce point, le Secrétaire Général s'oppose purement et simplement à l'expression des représentants, demandant une fois de plus à l'IA de poursuivre ! Devant un tel déni de démocratie, devant un tel mépris des principes fondamentaux de notre République, les représentants de la FSU ont demandé une suspension de séance, première d'une longue série. Si cette suspension a quelques peu adouci les mœurs de notre « hôte » du jour, autant dire que les principes même de la bienséance n'ont pas été respectés.

Intimidation, infantilisation, tous les registres du harcèlement managérial ont été mobilisés.

Dix heures de réunion sans qu'ait été distribué ne serait-ce qu'un verre d'eau ! Voilà comment les plus hauts représentants de l'Etat traitent les parents d'élèves, les élus, les représentants du personnel mais également leur propre administration mobilisée pour l'occasion.

Mais malheureusement, le plus grave n'est pas dans le traitement honteux fait aux besogneux qui continueront toujours d'être suspectés d'agir pour d'autres raisons que celle de l'intérêt général. Car durant ces nombreuses heures, jamais l'IA, jamais le Secrétaire Général, ne démontrent d'une approche exclusivement comptable donc froide et injuste, du service public d'éducation.

Déni de réalité et pragmatisme comptable ont fait très bon ménage pendant ce CDEN historique par sa durée et par le mépris ouvertement assumé par les représentants de l'Etat.

Pour parler des élèves désormais il faudrait utiliser le mot « unité » et compter au dixième près car 21 « unités », ce n'est pas pareil que 20,7 « unités ». Que ces enfants soient non francophones, en très grandes difficultés ou handicapés, cela n'importe pas ; il compte dans l'esprit devenu malade de l'Etat, comme une simple « unité » !

Face à une telle adversité, les représentants syndicaux de la FSU sont intervenus sur des sujets aussi sensibles que : la scolarisation en maternelle, le niveau d'encadrement en particulier dans les ZEP, la défense de la scolarisation dans le milieu rural, les RASED, le remplacement, les dotations horaires pour les collègues,...

Et si, au final, nous n'avons grappillé que quelques révisions de situations très insuffisantes au regard des besoins de notre département, nous avons cependant 10 heures durant battu en brèche la froide et impersonnelle logique comptable de l'administration et nous avons fait vivre la flamme d'une vraie ambition pour le service public d'éducation, pour la réussite de tous nos élèves.

Et comme en écho à nos arguments, raisonnaient très tardivement dans la rue de la préfecture les légitimes revendications des parents mobilisés.

Pour la FSU Aude Alain CAZANAVE